

L'alternative

Mois après mois, semaine après semaine, ce qu'on appelle improprement « la crise des dettes souveraines » s'élargit et s'approfondit en Europe - pour ne pas parler des Etats-Unis. Née de décennies de cadeaux fiscaux consentis aux entreprises et aux ménages fortunés, brutalement aggravée il y a trois ans par la nationalisation des dettes privées destinée à sauver le capital financier et le capital tout court de sa déconfiture, elle ne cesse depuis lors de s'envenimer du fait... des remèdes censés y remédier et qui ont noms austérité budgétaire, pression à la baisse sur les salaires, développement de la précarité et du chômage, privatisation des services publics, synonymes de contraction de la demande, de baisse des recettes fiscales et de déficits publics accrus - le tout signifiant une régression sociale programmée.

Le dernier plan européen adopté à Bruxelles le 21 juillet dernier ne s'écarte en rien de cette orientation aussi inefficace que malfaisante. Pour éviter la reconnaissance du défaut de paiement actuel de la Grèce ainsi que les défauts de paiement potentiels du Portugal, de l'Irlande, de l'Espagne et de l'Italie (les fameux PIGS, «PORCS» en anglais, c'est dire comme ils sont considérés...), il prévoit d'allonger les délais de remboursement (jusqu'à trente ans !) et d'élargir l'espace des contribuables qui seront amenés à mettre la main à la bourse. En autorisant le Fonds européen de stabilité financière (abondé par les Etats de l'Union) à racheter des créances douteuses sur les PIGS, c'est l'« européanisation » de la dette qui a été choisie dans un touchant mouvement de solidarité... avec les banques, les compagnies d'assurance et les fonds de placement qui les détiennent et qui s'en trouveront ainsi libérés. Quant aux peuples européens, ils sont du coup conviés à être solidaires des possédants et à s'infliger austérité et régression pendant une génération!



Car, tout comme les précédents, ce « plan de sauvetage » ne fera que compromettre un peu plus encore la situation des finances publiques des Etats européens et de leurs populations. Pour sortir de cette spirale infernale, une autre politique est nécessaire et d'ailleurs possible : elle implique une récusation des dettes publiques et une modification drastique du partage de la richesse sociale en faveur du travail et au détriment du capital; ce qui suppose tout à la fois la création massive d'emplois (socialement utiles et écologiquement soutenables), une hausse des salaires (directs et indirects) et une taxation (fiscale et sociale) des entreprises et des ménages riches à la hauteur de leur capacité contributive. Evidemment, rien de tout cela ne sera possible sans des mobilisations populaires de grande ampleur, dont le potentiel existe (les luttes en Grèce et les récents rassemblements des « indignés » en Espagne en sont autant d'indices) et dont l'européanisation des plans d'austérité peut favoriser l'extension. A nous d'y travailler!



Opération sarkonimo : goupillée !

(scène à peine imaginaire)

Au Fouquet's, en terrasse, à midi, mi-mai. Les mets et les vins sont délicieux. Mais l'ambiance, dégueulasse. Tout le contraire de celle, euphorique, du 6 mai 2007, malgré la présence d'une partie des convives d'il y a quatre ans. C'est que les temps ont changé : les intérêts de classe, alors favorisés, sont aujourd'hui menacés.

- Vous avez vu les sondages ? Désastreux !... Et il va s'agripper à l'Elysée sans vouloir entendre raison. Comment s'en débarrasser ?

Les propositions fusent, émises sur le ton tranchant de ces puissants managers auxquels rien ne résiste. Délirent-ils pour se défouler, ou passeraient-ils à l'acte si nécessaire ?

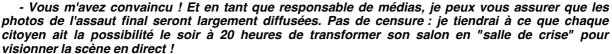
- Géronimo a été une réussite. Si on héliportait un commando au-dessus de l'Elysée ?...
- Obama va nous dire qu'il a déjà donné et Juppé n'osera pas...
- Ça manque de poésie, mais l'idée pourrait sûrement séduire Dominique Marie François René Galouzeau de Villepin...
- Mais il n'a plus les moyens. Et il a tant à faire avec le listing Clearstream...
 - Du curare ?... Même Chevènement y a résisté !
- La noyade ?... Là, c'est Fillon qui s'opposera, craignant trop que Boulin refasse surface.

Si ces échanges soulagent un peu, le silence qui suit reste pesant. Il est progressivement envahi par le ronronnement régulier et si caractéristique du moteur d'une Porsche qui s'approche et qui agit comme une mélodie de ralliement rassérénante. La tablée, soudain plus inspirée, converse alors sur un ton presque amène :

- Ah ! si cela pouvait être LUI !... A voir les éminents services qu'il a rendus à Washington, on peut être sûr qu'à Paris il aurait fait merveille.

- Certes, mais tout n'est pas perdu, chers amis. On a vu dans le passé qu'on peut jouer d'autres cartes : les impatiences socialotes sont nombreu-

ses et presque toutes en capacité d'envahir l'Elysée en mai prochain, sans nous faire courir de risques sérieux de débordements ultérieurs.



- A programmer le 22 avril 2012 à 20 heures ou le 6 mai 2012 à 20 heures ?
- On verra... Il faudra aussi songer à organiser le 1er mai 2012 sur le modèle du 1er mai 2002.

L'opération sarkonimo une fois goupillée, l'atmosphère est beaucoup plus détendue. Les convives finissent par trinquer joyeusement, s'extasiant sur les fabuleuses ressources que recèle notre belle démocratie.



Tchernobyl, Fukushima.... au suivant!

Curieusement (?) le ta-page médiatique autour de la catastrophe de Fukushima s'est tu. Exit les émissions de radioactivité, exit la pollution de la mer, exit la question de l'éloignement sans retour de la population locale (85000 personnes), exit la zone "terre morte" proche de la cen-trale pour des milliers d'années, oubliées les irradiations humaines dues aux retombées des poussières atomiques accentuées par la pluie et le vent (jusqu'à Tokyo distante de 300 km) et à la contamination des produits alimentaires: légumes, pêche... Les autori-tés du pays ont d'abord minimisé l'importance de la catastrophe, relayées en cela par l'Etat français et AREVA, et, au niveau international, par l'AIEA. Après avoir été obligées, devant le scandale provoqué, de reconnaître que Fukushima c'était degré 7 sur l'échelle de Richter comme Tchernobyl – ces mêmes autorités donnent l'impression, deux mois après, de vouloir déjà élu-der la réalité. Et ce, à la grande satisfaction des marchands mondiaux d'atome, à commencer par les Français. Nommons: EDF, AREVA et ...les ban-

Car ce qui importe, n'est-ce pas, c'est la continuité du commerce de l'atome, sous couvert de la croissance ininterrompue de la consommation énergétique, et aujourd'hui du label prétendu "énergie propre": pas de production de CO2, donc préservation de la couche d'ozone. Deux arguments qui nécessitent une mise en cause : le premier par une politique délibérée de réduction de cette consommation, le second par le contre-argument d'une réelle production carbone, certes inférieure à celle d'une centrale au charbon, mais néanmoins effective, si l'on veut bien tenir compte de tous les paramètres liés à la fabrication de l'énergie atomique, n'en déplaise aux nucléocrates. C'est-à-dire, en remontant en amont, ce qui compte pour le lobby hexagonal c'est la production de ces machines porteuses de mort potentielle que sont les réacteurs atomiques des centrales nucléaires.

Les facteurs de risques nucléaires

Nombre d'implantations de ces centrales ont lieu sur des zones sismiques avérées. Le Japon en est le plus bel exemple. Voilà un pays "posé" sur toute sa longueur sur une faille tectonique particulièrement active. Les tremblements de terre y sont quasiment quo-tidiens, certes la plupart du temps avec une faible magnitude. Mais il suffit d'une fois et Fukushima n'est pas la première manifestation de cette instabilité naturelle (...)

Et en France?

Pas de problèmes, rabâchent les experts es radioactivité. Notre technologie est la plus sûre du monde, et puis les dangers sismiques n'ont rien à voir avec ceux du Japon, ils sont minimes, sinon inexistants. (...) "Rien à craindre", "tout va bien", "un séisme à la japonaise chez nous ? Impossible", "les idéologies des antinucléaires? Rétrogrades: ils veulent nous faire

revenir à l'âge de la bougie". (...)

Business avant tout

Mais un business qui coûte très cher, ne serait-ce qu'en démolition des centrales arrêtées. Ainsi Brennilis, en Bretagne, coûterait, selon la Cour des Comptes (2005) 482 millions d'euros. Et pour les sept autres centrales arrêtées, il y en aurait pour 11 milliards. Contri-

buables, à vos poches, car c'est vous qui en payez la plus grande partie! Et que dire de Superphénix (Creys-Malville), en déconstruction depuis dix ans et dont les travaux vont durer au moins autant.

Le lobby du nucléaire: CSA, AREVA, ANDRA, EDF, relayés par les autorités étatiques, veulent toujours faire accroire que l'indépendance énergétique de la France passe par cette filière. Ör, il faut le répéter, cette indépendance n'est que fictive. L'uranium nécessaire est importé à 100%, d'Australie, mais surtout du Niger où l'exploitation gérée par AREVA cause des dégâts irréversibles aux populations locales et à leurs terres. Mais pourvu que la filière puisse rester compétitive face aux Coréens, Japonais, Rus-

Pour les nucléocrates tricolores, il s'agit d'être les premiers, et prétendument les meilleurs. Les investissements ne manquent donc pas. Et c'est là qu'entrent en jeu les banques, notamment BNP-Paribas, la pre-

mière au monde à financer le nucléaire. C'est elle qui financera l'énorme projet de Jaitapur en Inde (voir supra). Cette banque a déjà investi 13,5 milliards d'euros de 2000 à 2009 dont 5 milliards destinés à EDF, premier exploitant nucléaire au monde, dont l'Etat détient 85%. Ses clients ? AREVA bien sûr, mais aussi Electrabel (Belgique) et...TEPCO, société privée gérant Fukushima, dont la réputation n'est plus à faire. Le risque financier étant énorme en la matière, aucune banque privée n'accepte de l'assumer. Et c'est l'Etat qui va s'en charger dans le cas d'exportation d'EPR, grâce à un mécanisme appelé "crédit-export" qui permet de refiler le risque de la banque à l'Etat, la banque empochant les intérêts, le contribuable amené, lui, à mettre la main au porte-mon-

EDF, bien entendu, mange à la gamelle, le nucléaire lui permet "d'arrondir ses fins de mois". Le risque sismique, ou autre tsunami, qu'es aco? En 2004, un séisme de force 5 a secoué l'Isère et l'Ain, proche du site de la

ON NE PEUT

PAS SORTIR DU NUCLÉAIRE.

C'EST MOI

centrale de Bugey .Aucune alarme ne s'est déclenchée sur le site. Faut pas s'affoler! Sinon. comme le disait le ministre de l'Industrie japonaise, Akira Amari, en 2007 lors d'un tremblement de terre affectant une centrale: si on affole les gens "cela pourrait les amener à ne plus faire con-

fiance au nu-cléaire". Moins ils en savent, DEDE mieux c'est pour les profits ! Làdessus, par contre on peut faire confiance à EDF. Les bénéfices réalisés en 2010 par l'entreprise se sont élevés à un milliard d'euros. Et c'est deux milliards qu'elle va reverser en dividendes aux actionnaires, cadeau financé par endettement, le plus gros bénéficiaire (85% des parts) étant l'Etat. En comparaison EDF n'a dépensé en travaux (sécurité, maintenance) depuis 2003 que 200 millions, alors qu'il en faudrait 1,9 milliard selon l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) en raison de "menaces très importantes", sur Fessenheim et Bugey en

En somme, si l'on met bout à bout tous les coûts financiers et sécuritaires générés par l'industrie énergétique nucléaire, on arrive à la conclusion, qu'il serait plus économique, plus sûr, et plus pourvoyeur d'emplois de rompre avec cette filière et de s'engager résolument sur des voies alternatives comme le font nombre de pays européens.



particulier.

J.F. Le 2-6-11

DSK - Arme de Réussite Socialo - pulvérisée !

Propulsé par Sarko au FMI, il côtoyait les maîtres du monde et l'on saluait son savoir faire. Matois, un brin bonasse, le sourire cajoleur, il avait l'argent et pensait posséder la puissance suffisante pour se permettre toutes ses frasques. Attendu par toute une partie de la classe dominante en France pour administrer aux classes populaires la purge FMIste, dominateur, il ne doutait pas : «Il n'y a pas de mesure difficile qui ne puisse être acceptée par les populations». «Là où il a fallu tailler durement dans les dépenses ... les nouveaux programmes du FMI ont été bien acceptés». Mais, peut-on soumettre aussi facilement les peuples que les «soubrettes» ? On le savait suffisant mais pas répugnant. N'était-il qu'un mufle drapé dans de bonnes manières ? En tout état de cause, pour une érection mal maîtrisée, il est exclu des élections. Par absence de préliminaires, il est exclu des primaires.

Pour ceux qui auraient manqué certains épisodes au cours desquels ce mythe politique, construit par les médias de connivence, a fondu au soleil de ses avanies lubriques, rappelons certains faits significatifs sans tomber dans l'énumération scabreuse révélée par la police newyorkaise. Car, en définitive, l'intérêt est d'insister sur les révélations qui montrent à quel monde réel, et non supposé socialiste, cet homme «hors du commun» appartenait, ainsi que le traumatisme de caste qu'elles ont engendré, éclaboussant toute la classe dominante, rejetée qu'elle est déjà par toutes les affaires qui minent sa prétendue respectabilité. (...)

Le détrousseur des peuples, un éminent savoir-faire

Au-delà du personnage peu reluisant, malgré ses mines de grand sultan, il faut en effet sauver l'essentiel, la marque du FMI et son directeur. Alors, la fable du grand économiste, celui qui a redressé cette institution en perdition doit être préservée : c'était néanmoins un grand humaniste, sauveur des Etats en faillite. (...)

Lorsque DSK prend ses fonctions au FMI, (...) les maîtres du monde qu'il côtoie lui assignent la tâche de sauver les créanciers. Le credo, c'est : pas question de restructurer la dette (renégocier la durée des remboursements, baisser les taux d'intérêts spéculatifs) encore moins de l'abroger. Le credo de DSK, c'est : je vous prête pour que vous puissiez honorer les créances des banquiers. Sa mission de séduction consiste à plaire aux marchés et à psalmodier qu'il n'y a pas d'autre alternative que de faire payer les peuples. Les prouesses économiques de DSK se résument à celles de VRP des plans dits de rigueur. (...)

Résultat : en 2 ans, en Europe, c'est 30 millions de chômeurs en plus (...). Et le FMI de préconiser la baisse des revenus, l'augmentation de la précarité (en novlangue : flexibiliser, fluidifier le marché du travail), le recul de l'âge de départ à la retraite (67 ans en Espagne), le gel des pensions, l'augmentation de la TVA, les privatisations, fermetures de services publics, la diminution des prestations sociales, l'arrêt des recrutements de fonctionnaires. En Grèce (...) l'avenir semble plombé.

Si DSK fut si facilement parachuté au FMI, c'est que l'homme avait fait ses preuves au service du capital et su montrer son éminent savoir- faire pour duper l'opinion. (...)

En février 1993, Ministre de l'Industrie sous le gouvernement Cresson/Mitterrand, il pressent que la Gauche va perdre les élections. Il appelle ses amis du CAC 40, les PdG de L'Oréal, Schneider, Péchiney, Renault, Lafarge, Usinor, Total ... en tout, 35 patrons. Chacun d'eux lui verse 200 000 F pour son Cercle de l'Industrie. Sa mission : défendre les

intérêts de ses amis à Bruxelles. Dès septembre 1993, tous les 2 mois, ce sont au moins 20 PdG qui, autour de DSK, sont mis en présence de commissaires européens. L'une de ses victoires : avoir pu repousser la création de la taxe carbone. Au dire de Raymond Levy (PdG de Renault à l'époque), cet entremetteur était choyé «on lui payait ses frais de secrétariat, de chauffeur, de téléphone et via les comptes secrets d'Elf, la prise en charge de sa collaboratrice». Mais l'homme voit plus grand, il crée sa petite entreprise «DSK consultant». Sa femme, sa mère, sa fille, sa sœur, toutes figurent dans le capital de sa société anonyme. Il délivre, dès lors, des conseils sonnants et trébuchants à ses amis patrons: 2 millions F pour Alcatel, 1.5 million pour EDF, 600 000 pour la COGEMA, 500 000 pour la SOFRES, 603 000 pour la MNEF. Accusé de détournement de fonds de cette mutuelle étudiante, la jus-

tice clémente le blanchit de tout soupçon. Malgré le contrat antidaté, le faux et usage de faux n'est pas retenu. Devenu ainsi avocat d'affaires, à 300 000 € d'honoraires par an en moyenne, il est tout naturellement l'un des secrétaire national du PS.

En 1997, dans le gouvernement Jospin, il est Ministre de l'économie et des finances et, vu ses relations d'affaires avec ses amis patrons, il accumule les conflits d'intérêt, mais la Gauche vertueuse et morale n'y trouve rien à redire. Il va déployer à ce poste tout son savoir faire : les banques publiques sont toutes privatisées, le GAN, le CIC, la Marseillaise de crédit, le Crédit Lyonnais, la Caisse d'Epargne. De même, les secteurs stratégiques, France Télécom, Thomson CSF, Air France ... pour Airbus, il fait fort. Cette entreprise est confiée à MATRA qui bénéficie, dans le rachat des actions, d'une ristourne évaluée à 4 milliards F, l'Etat, disposant encore de 15 % des actions, est interdit de gestion ... pas d'administrateur, pas de droit de regard, c'est les yeux doux aux actionnaires! DSK, c'est lui encore qui introduit en France les stocks options et pour mieux gaver ses amis, il en allège la fiscalité (26% au lieu de 40%). (...)

Bien coté à la Bourse des hommes de main du capital, l'homme a la langue de bois bien affûtée pour enfumer l'opinion sidérée. En novlangue DSK, les stocks- options ne sont que des «bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises». Les privatisations des ban-



ques ne consistent qu'à «remettre sur les rails le secteur financier». Privatiser EDF, c'est inscrire «pour tous le droit à l'énergie» par «l'ouverture du marché de l'électricité». Privatiser la Caisse d'Epargne, c'est «lutter contre l'exclusion bancaire» et «faire de l'Ecureuil une vraie banque de développement durable». (...)

Gérard Deneux Le 11 juin 2011

Dans le cadre d'une campagne de mobilisation, les **AES** (Amis de l'Emancipation Sociale) poursuivent un travail d'information par voie de tract. L'exemplaire ci-dessous a été publié dans le n° 224 (Mai2011); son texte est téléchargeable sur <u>www.contrecourant.org</u> pour tous ceux qui veulent l'utiliser pour diffusion.

Les dindons de la farce, c'est nous!

Pour combien de temps encore ?

Choisi par les riches pour gouverner à leur profit, et pour ses talents de camelot démago, Tsarko l'avait juré : «Vous travaillerez plus pour gagner plus», «Je ne vous trahirai pas, je ne vous mentirai pas, je ne vous abandonnerai pas». C'était en 2006 à Charleville-Mézières, des promesses à gober pour les gogos naïfs!

Après avoir renfloué les banquiers et spéculateurs qui ne prennent des risques qu'avec le portefeuille des contribuables, après avoir réduit les impôts des plus fortunés à coup de bouclier fiscal, de niches et d'exonérations, Sarko le flambeur, qui, en Côte d'Ivoire ou en Libye, se prend pour Nabotléon continue à nous enfumer

Toujours plus pour les riches, c'est «leur» justice!

«Il ne faut pas que les talents s'expatrient», nous disent-ils, alors, cadeaux ... Avec la loi TEPA (la mal nommée et pour cause Travail Emploi Pouvoir d'Achat), on avait déjà réduit l'impôt sur la succession des plus riches (4% des contribuables), c'était 2.3 milliards d'euros de recettes en moins pour l'Etat ... malgré les caisses vides !

Alors, **Tsarko fait la tambouille** : on relève un peu le taux de l'impôt sur les successions, mais ...on baisse l'impôt sur les grandes fortunes (ISF) :

- La 1ère tranche, ceux qui ont un patrimoine entre 800 000 et 1,3 millions € : dispensés, exonérés. Bon ! ce n'est que **350 millions de recettes en moins !**
- La 2 $^{\grave{\text{e}}\text{me}}$ tranche, ceux qui ont entre 1.3 et 3 millions, on baisse le taux de 0.5 à 0.25 %
 - La $3^{\text{ème}}$ tranche, ceux qui ont plus de 3 millions, on baisse le taux de 1.8 à 0.5 %
- 1 900 foyers sont concernés sur 60 millions d'habitants ! Au total, recettes en moins = 3 milliards d'euros !

La prime ... roublardise de charlatan

Pour masquer l'entourloupe, faire miroiter la prime pour les petits salaires : 1 000 € par salarié dans les entreprises (de + 50 salariés) versant des dividendes aux rentiers du capital, ceux qui se lèvent tard et gagnent de l'argent en dormant !!!

Les 40 entreprises les plus cotées en Bourse (CAC 40) ont accumulé (en 2010) un bénéfice global de 82 milliards € et en ont distribué 40 milliards à leurs actionnaires.

Pour celles dont les dividendes ont augmenté, ce serait la prime au bon vouloir du patron et pour les autres, celles dont les dividendes ont un peu baissé = pas de prime pour les salariés. Alors, la patronne du MEDEF s'en est étranglée : «on va tuer l'esprit créatif» (des rentiers ??)

Et pourtant, les caisses sont loin d'être vides!

Quelques exemples :

Alsthom: **346 millions** de dividendes versés = + 10.7 %

AXA: 162 millions de dividendes versés = + 25.5 % BNP: 2 317 millions de dividendes versés = + 40 %

Bouygues : **585.4 millions** de dividendes versés = pas d'augmentation = pas de prime.

France Telecom: **3 706 millions** de dividendes versés = pas d'augmentation = pas de prime.

Cette prime qui se réduirait à des miettes, on en reparlera peut-être, sinon, aux oubliettes ?

La réalité. Une société inégalitaire et d'injustice

Les privilèges démesurés des patrons, on n'y touche pas! (les chiffres qui suivent sont de 2002).

- ceux du CAC 40 ont un salaire moyen de 258 333 €, soit 200 SMIC !
- Carlos Ghosn, patron de Renault / Nissan, 763 166 €
- Et Gérard Mestrallet, PDG de GDF/Suez, 485 000 €
 ... et on n'a pas compté leurs actions et dividendes.

A la classe supérieure, on n'y touche pas non plus!

- les plus riches (0,1% de la population) perçoivent 19 942 € mois, leurs salaires ont augmenté de 18.8% par rapport à 2004 et leurs revenus du patrimoine ont progressé de + 39%

.../...

Et les classes populaires, celles qui se lèvent tôt, galèrent ou sont réduites au chômage ?

- Il y a celles qui perçoivent un salaire mensuel dit moyen de 1 580€
- Il y a **les 13** % **de la population** (7.8 millions de personnes) qui perçoivent **moins de 949€** (seuil de pauvreté)
- Il y a les **1,15 million** (2010), présentés comme des «assistés» (de la misère) qui ont perçu le RSA : **422€**

Faut faire des économies !!! Les caisses sont vides ! on nous dit

>> d'abord sur les plus faibles : les 30 000 chômeurs en formation percevaient en 2010 environ 1 000€/ mois; au 01.01.2011, l'Etat de Sarko a décidé que 652 €, c'est suffisant pour eux, ces «gueux assistés» ! Non ?



>> et pour les 5.2 millions de fonctionnaires, ces «nantis» comme ils disent = pas d'augmentation et suppression d'emplois à la pelle.

>> quant aux salariés du privé, des miettes et du mépris quand ils demandent 1 ou 2% d'augmentation ... et des licenciements, pressions, stress ... suicides en prime!

Mais comment arrivent-ils à nous faire gober tout ça, cette injustice sociale ? En 1970, on trouvait démesuré qu'un patron perçoive 20 fois plus qu'un smicard!

Les bonimenteurs de la fatalité, de la haine et de la peur

Ils nous répètent que les caisses sont vides, qu'il faut payer la dette, retrouver de la compétitivité et qu'il faut s'en prendre aux délinquants et aux étrangers ... et ça marche plus ou moins bien ... mais ce qui est de plus

en plus partagé c'est le **rejet des politiciens de la vraie Droite et de la fausse Gauche**. Leurs phrases creuses «désir d'avenir» de Royal, «la France qui avance» de Tsarko, «le rêve français» de Hollande, ou les pilules amères infligées aux Grecs, Portugais, Irlandais, Espagnols par Strauss Kahn, le FMIste ... on les digère plus !

Et puis, **l'austérité promise**, on la vit déjà ... même si l'on nous répète que le pouvoir d'achat n'a pas baissé :

- Gaz : + 60% en 5 ans, hausse de 5.2% en avril, électricité, loyers ...
- Alimentation (beurre + 4 à 8%), pâtes (+ 5 à 10%), biscuits (+ 3 à 10%), etc. (entre 2009 et 2010 selon les chiffres de la Fédération des entreprises de commerce)

Et puis, avec la crise, impossible de se construire un avenir pour les jeunes les plus modestes, pour tous ceux qui galèrent «au noir» ... rien d'étonnant que la petite délinquance augmente. La grande délinquance en col blanc, celle des Woerth/Bettencourt, Servier ... Non, ce n'est pas de ça dont les médias nous remplissent la tête, mais de la peur du gamin de banlieue et de la haine des étrangers qui nous envahiraient! Pour La Pen, c'est du pain béni pour faire peur aux gogos naïfs.

Bien sûr, on ne nous dit pas que ces sans papiers ou ces immigrés cotisent à la Sécu (ils ont rapporté 4 milliards € en 2005). Du pain béni pour les patrons qui les sous paient, les prennent et les jettent dans des métiers qu'ils disent « sous tension » (saisonniers, travaux pénibles et à risques, intérimaires dans le nucléaire …)

ALORS, QUE FAIRE?

Attendre les prochaines élections pour que rien ne change ? Déambuler dans les rues en suppliant ceux qui nous gouvernent ou ceux qui sont prêts à les remplacer afin qu'ils daignent nous écouter ? NON !!! Le problème, c'est eux, la solution c'est nous à l'exemple du peuple tunisien qui inscrit dans sa nouvelle Constitution, le scrutin proportionnel intégral, la parité hommes/femmes pour une réelle démocratie

Mais le problème c'est aussi nous si nous restons apathiques, fatalistes, si nous ne nous organisons pas pour nous-mêmes. Les sauveurs suprêmes qui s'avancent masqués, les Tsarko, Strauss Kahn ou La Pen ... il faut s'en méfier comme de la peste!

C'est la démocratie sociale qu'il faut imposer. Ce que l'on produit, la manière dont c'est produit et pour satisfaire quels besoins, on veut le décider! Et les actionnaires, les rentiers du capital, on en n'a pas besoin!

Avec les AES - Amis de l'Emancipation Sociale S'informer pour se libérer - Se libérer pour agir - Agir en s'auto organisant - S'auto organiser dans l'égalité Contacts 03.84.30.21.06 03.84.30.35.73 06.62.41.03.28

Dans les n° 223 et 224 (ce sont les numéros d'avril et mai 2011, qui seront fournis gratuitement à tout nouvel abonné) nous avons publié un article d'Alain Bihr sur le Front national. Dans le n° 223 Alain a décrit les raisons de l'installation durable du FN sur la scène politique, en dépit des querelles internes qui l'ont agité. Dans le n° 224 - dont nous reprenons cidessous des extraits -, Alain a analysé «l'obstacle Sarkozy» qu'a dû affronter le FN, ainsi que la nouvelle «stratégie de la Marine».

Front national: le retour?

Le défi sarkozyste

(...) Dès 2002, en prenant la responsabilité du ministère de l'Intérieur qu'il va occuper presque continûment jusqu'à son élection à la présidence de la République au printemps 2007, Sarkozy met en œuvre une stratégie destinée à débarrasser la droite dite républicaine de la concurrence que le FN lui mène depuis une quinzaine d'années et qui lui a déjà valu quelques revers électoraux. (...).

La stratégie de la Marine

Si la fille Le Pen est bien le clone de son père sur le plan rhétorique, son discours et plus encore sa stratégie visent à s'en démarquer de manière plus ou moins explicite. En effet, dans son mot d'ordre de «dédiabolisation» du FN ne s'exprime pas seulement la volonté de débarrasser le discours frontiste de scories liées à l'histoire de l'extrême droite que charriait encore Le Pen père: plus question de dérapages antisémites ni d'évoquer les chambres à gaz des camps d'extermination nazis comme des «points de détail» de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, autant de tropes politiquement contreproductifs; plus question non plus d'exalter la Pucelle (Jeanne d'Arc) et de s'en prendre à l'IVG, Marine est fille (femme) de son temps; plus question de réclamer le dépôt des cendres de Pétain à Verdun, et autres vieilles lunes de l'Action française. Plus fondamentalement, il s'agit d'infléchir la stratégie du FN: alors que Le Pen père a tout au long de sa carrière politique fantasmer une prise du pouvoir à la de Gaulle (...) pour Marine le FN doit travailler à créer les conditions politiques et idéologiques d'une situation où la droite «républicaine» n'aura plus d'autre choix que de s'allier au FN. En somme, ce que Marine Le Pen envisage et prépare, c'est la constitution d'une alliance gouvernementale entre tout ou partie de la soi-disant droite républicaine et de l'extrême droite frontiste, permettant à cette dernière d'accéder au pouvoir. Un scénario à l'italienne ou à l'autrichienne, dans lequel une extrême droite relookée s'allie à une partie de la droite pour exercer des responsabilités gouvernementales, ou du moins un scénario à la danoise ou à la néerlandaise, dans lequel la droite ne disposant que d'une majorité parlementaire relative doit compter, pour pouvoir gouverner, sur l'appui des élus d'extrême droite, dès lors en mesure de lui dicter pour partie sa politique.

De pareils scénarios peuvent-ils se réaliser en France dans les prochaines années ? Cela supposerait qu'une partie importante de l'UMP, sinon sa totalité, soit prête à s'allier au FN, de sorte à obtenir ensemble une majorité parlementaire. Certains de ses leaders, à commencer par le principal d'entre eux, semblent y être prêts (...) d'autres, par

contre, tels Fillon et Juppé, semblent s'y refuser (...) Si le clan sarkozyste poursuit dans cette voie, il faut s'attendre à un éclate-

Tout cela fait évidemment le jeu de la «gauche» gouvernementale, le PS et ses alliés potentiels (Front de gauche et Verts-Europe Ecologie). Sauf accident majeur (...), c'est bien ce dernier qui devrait l'emporter. La pression du FN sur la droite, donnant un semblant de crédit à «la menace

ce qu'il faut d'électeurs, notamment parmi les abstentionnistes de gauche habituels. De la sorte, pour peu que l'élu obtienne une majorité parlementaire, l'alternance entre droite et gauche fonctionnera correctement une nouvelle fois, assurant la continuité réelle de la prévalence des intérêts de la bourgeoisie. (...)

La tournure que vont prendre les événements politiques en France dans les prochaines années dépendra aussi de la renaissance ou non d'une force politique capable d'ouvrir la voie à une alternative au capitalisme. (...) Car il n'est que trop évident que l'écho que les thématiques insécuritaires, xénophobes, racistes et sexistes, (...) rencontre auprès du prolétariat est d'abord fonction de l'impuissance dans laquelle celui-ci se trouve de lutter pour se défendre et maintenir ouverte une perspective de transformation sociale (...)

La stratégie lepéniste new look de la Marine consistera non seulement à faire du charme à une partie de la droite mais encore à «gauchir» son discours: à se poser en défenseur et unique défenseur des intérêts des travailleurs... à condition qu'ils soient français! Autrement dit, à enfourcher la thématique de la «préférence nationale» pour faire pièce à la thématique de la lutte de classe. Si la droite néolibérale a cherché à dissoudre cette dernière dans «les eaux glacées du calcul égoïste», en prônant le chacun pour soi et le tous contre tous du marché comme seule planche de salut, l'extrême droite pour sa part va chercher à la fusionner dans la ferveur nationaliste qui fait fantasmer la réconciliation de tous avec tous dans la communauté nationale retrouvée. (...)

Qu'intervienne demain, ce qui est non seulement possible mais hautement probable, une crise plus sévère des «dettes souveraines» (...) et c'est la perspective non seulement d'un éclatement de la zone euro mais d'une crise bancaire et monétaire sans précédent en Europe qui se profilerait, dont la situation argentine de 2001-2002 peut cependant nous donner une idée. Dans de telles circonstances, toutes les cartes politiques seraient rebattues et tout le monde serait placé au pied du mur, à commencer par les révolutionnaires.

ment de l'UMP. (...) fasciste», lui ralliera



Alain Bihr

Publié dans le n° 224 - Mai 2011

La CSI, c'est la Confédération Syndicale Internationale, qui avait le vent en poupe ces dernières années, les voiles gonflées par l'idéologie libérale. Dans le meilleur des cas, les organisations syndicales qui y sont affiliées voient dans la CSI un outil qui permet de faire pression sur les institutions du Capital (la Ban-

que Mondiale, le FMI, l'OMC, etc). La CFDT et la CGT sont membres de la CSI, comme elles sont membres aussi de la CES (Confédération Européenne des Syndicats, appendice « syndical» de l'Union européenne) qui, elle-même, entretient des rapports privilégiés avec la CSI... Pour toutes ces structures, le capitalisme est un horizon indépassable. Elles ne s'autorisent plus que certaines formes de lobbying, pour tenter de réguler le système qui les nourrit.

La FSM, c'est la Fédération Syndicale Mondiale. Sa création remonte à 1945. Elle a été, pendant un temps, la structure syndicale internationale la plus importante de la planète. Son contrôle par les «communistes» (version URSS) et le maintien d'une ligne politique qui ne faisait pas le jeu du «Monde libre», lui ont coûté de nombreuses désaffiliations, surtout après la chute du mur de Berlin (ainsi, la CGT française s'est désaffiliée en 1995). Turbulences, désarroi et déclin : la FSM va jusqu'à essayer, en 1990, un changement de statut qui fait disparaître la référence à la lutte des classes! Cependant, elle restera à l'écart des restructurations syndicales au niveau mondial qui ont permis à sa rivale, la CSI, de se développer dans le sillage d'un capitalisme triomphant.

Mais, ces derniers temps, le vent change de direction. On voit des «experts» patentés ne plus très bien savoir, si, pour le capitalisme, il faut parler de triomphe ou de désastre !.. Et des peuples se rebellent : il devient plus facile, à nouveau, de parler de «lutte de classes». Dans un tel contexte, le 16^{ième} congrès de la FSM - qui s'est tenu du 7 au 11 avril 2011 à Athènes en présence de 800 délégués de 105 pays - a pu profiter d'une dynamique nouvelle. Le Front Syndical de Classe (FSC) qui regroupe des militants des «ailes gauche» de diverses organisations françaises (CGT, FSU, PCF) a suivi de près ce congrès de la FSM et en a rendu compte sur son site. On reprend ci-dessous des extraits de l'interview d'un responsable du CITU, une organisation de syndicats indiens qui vient de s'affilier à la FSM. Le CITU, c'est 5 millions de membres qui mènent d' «importants mouvements de classe» et dont le responsable se reconnaît dorénavant avec beaucoup d'enthousiasme dans l'orientation de la FSM. Dans notre numéro 224 - qui sera fourni gratuitement à tout nouvel abonné - nous avions publié également des extraits de l'interview d'un responsable du CWA (Etats-Unis).

Vous pourrez trouver l'intégralité de ces interviews sur le site du Front Syndical de Classe. (http://www.frontsyndical-classe.org/)

Luttes des travailleurs : l'Inde choisit son camp

(entretien du FSC avec Swadesh Dev Roy responsable du CITU, Athènes, 9 avril 2011)

Décrivez votre organisation ? Vos liens avec la FSM ?

Le nom de notre organisation est le «Center of Indian Trade Union», plus connu sous l'acronyme CITU. Il compte plus de 5 millions de membres. Le CITU joue un rôle leader dans le mouvement syndical indien.

Vis-à-vis de la Fédération syndicale mondiale, nous participons à ses actions depuis la naissance de notre organisation, mais nous n'étions pas affiliés. Nous étions un syndicat ami, associé. En tant que tels, nous avons assisté à tous les congrès de la FSM, avons participé à tous ses programmes d'action. Aujourd'hui, au cours de ce congrès, nous avons formalisé notre affiliation, après consultations internes.

La principale raison de notre affiliation tient au fait que, depuis le congrès de La Havane (15e Congrès), la FSM a réalisé d'importants progrès, selon nous. C'est très vrai en ce qui concerne la définition idéologique de la lutte de classes. La FSM est en train d'aiguiser et de renforcer sa campagne idéologique, et c'est la principale raison pour laquelle nous avons adhéré.

La crise a changé la donne

Autre raison : le contexte économique et politique mondial n'est plus le même qu'avant la crise économique et financière qui est partie des Etats-Unis. Aujourd'hui, à travers cette débâcle, les

politiques néolibérales – celles de la mondialisation impérialiste – montrent leur échec. Elles ont complètement montré leur revers. Et nous pensons que le capitalisme ne sera pas en mesure de revenir en arrière, à sa position d'avant la crise. Une nouvelle situation a émergé à travers la crise et l'économie mondiale a changé de centre, passant des Etats-Unis et de l'Europe à l'Asie, et en particulier aux économies émergentes de l'Inde, de la Chine, etc.

Le fossé croissant des inégalités

Or, à travers le processus de globalisation néolibérale, l'inégalité entre les pays et à l'intérieur des pays s'est accrue à un point fantastique. Les riches sont devenus plus riches, les pauvres sont devenus plus pauvres, les pays les plus riches sont devenus plus riches, et les pays les plus pauvres, encore plus pauvres. Il s'agit d'une totale inégalité des statuts des uns et des autres dans l'économie mondiale, inégalité que l'on retrouve à l'intérieur des pays. Donc, désormais, après la faillite des politiques néolibérales qui ont montré au grand jour que I'on ne pouvait pas continuer ainsi, nous sommes face à une situation pleine de potentialités et de défis.

Nous avons également constaté, en quelque sorte à travers la crise, que la classe des capitalistes, en cherchant à faire porter en partie la charge de la crise sur le dos des travailleurs, a lancé une violente attaque contre la classe ouvrière : cela concerne les droits syndicaux, les droits vitaux, le chômage, la sécurité, les privatisations... Cette attaque est bien là. Et donc, il est nécessaire de relancer un mouvement unitaire de la classe ouvrière dans le monde. (...)

(Pour en savoir plus : http://www.citucentre.org/ et http://www.wftucentral.org/?language=fr)



Texte paru dans le n° 224 - Mai 2011

Un débat difficile...

Suite à une interview qu'il a accordée le 19 mars dernier, Gilbert Achcar (originaire du Liban, il est actuellement professeur à l'Université de Londres) a provoqué un débat extrêmement vif dans certains milieux militants. Un débat qui soulève de nombreuses questions, et pas seulement sur le contenu même de l'interview où G. Achcar défendait l'idée que : «nous ne pouvions pas nous opposer à la demande d'une zone d'exclusion aérienne exprimée par les insurgés libyens, ni nous opposer à sa mise en œuvre initiale».

Sont aussi en question les bases idéologiques et politiques sur lesquelles s'appuient les groupes militants. C'est d'abord pour cela que nous reproduisons ci-dessous quelques-uns des éléments du débat. Et un peu aussi parce que la position que nous avons défendue sur la Libye dans notre dernier édito, celui du n° 223 («Le bateau ivre»), est finalement assez proche de celle de G. Achcar.

Il est évident que pour se faire une idée plus précise, il convient de lire sur internet l'intégralité des textes parus sur le sujet. Nous avons trouvé ceux qu'a produit G. Achcar sur le site de « A l'encontre ». A visiter.

Pour s'expliquer (fin mars), G. Achcar commence par citer Lénine :

«La Paix de Brest-Litovsk, a été de fait un compromis avec les impérialistes, mais un compromis qui, compte tenu des circonstances, était nécessaire... Le rejet "par principe" de tout compromis, le rejet de l'éventualité des compromis en général, quelle qu'en soit la nature, est un enfantillage qu'il est difficile de prendre au sérieux à un quelconque niveau... Il faut se donner la possibilité d'analyser la situation et les conditions concrètes de chaque compromis ou de chaque type de compromis».

Vladimir Illitch Lénine

Puis il argumente :

«L'interview que j'ai accordée à mon ami Steve Shalom au lendemain de l'adoption de la résolution 1973 par le Conseil de Sécurité a déclenché un déluge de discussions et de commentaires de toutes sortes: amicaux, inamicaux, franchement d'accord, moyennement d'accord, poliment critiques ou frénétiquement hostiles - bien au-delà de ce que tout ce à quoi j'aurais pu m'attendre, et d'autant plus que cette interview a été traduite et diffusée dans plusieurs langues. Si l'importance de ces réactions a une quelconque signification, c'est que les gens ont senti qu'il y avait là un enjeu. C'est pourquoi il faut en discuter.

Le débat sur la Libye est légitime et nécessaire pour tous ceux qui partagent une position anti-impérialiste, à moins de penser que le fait d'adhérer à un principe nous affranchit de la nécessité d'analyser spécifiquement chaque situation concrète et de déterminer notre position à la lumière de l'évaluation des faits. Chaque règle générale admet des exceptions».

«Prenons une analogie extrême, afin de montrer l'ampleur du débat possible: aurait-il été possible de vaincre le nazisme par des moyens non-violents? Les moyens employés par les alliés étaient-ils exempts de cruauté ? N'ont-ils pas sauvagement bombardé Dresde, Tokyo, Hiroshima et Nagasaki, faisant un nombre énorme de victimes civiles ? Avec le recul, dirions-nous aujourd'hui que le mouvement anti-impérialiste en Grande-Bretagne et aux États-Unis aurait dû mener campagne contre la participation de leurs États à la guerre mondiale ?» (...)

A propos de la nature du régime de Kadhafi, G. Achcar affirme:

«Les faits laissent ici peu de place à un désaccord légitime. J'en discute à l'attention exclusive de ceux qui, en toute bonne foi et par pure ignorance, croient que Kadhafi est un progressiste et un anti-impérialiste.» (...) Suit un développement de l'histoire du régime.

Puis, sur le fond :

«L'idée que les puissances occidentales interviennent en Libye pour renverser un régime contraire à leur intérêt est complètement absurde. Tout aussi absurde est l'idée que leur but est de mettre la main sur le pétrole libyen. En fait. la totalité des compagnies pétrolières et gazières occidentales ont des activités en Libye.» (...) «C'est un non-sens et une illustration du «matérialisme» le plus grossier que d'ignorer le poids des opinions publiques sur les gouvernements occidentaux.»

(...) «Je ne m'attarderai pas sur les arguments inacceptables de ceux qui tentent de jeter le doute sur la nature de la direction du soulèvement. Ce sont, en général, les mêmes qui croient que Kadhafi est un progressiste.» (...) «Et si ce à quoi pourrait ressembler une Libye post-Kadhafi n'est pas clair, deux choses sont certaines: ce ne pourrait être pire que le régime de Kadhafi». (...)

«Une personne se réclamant de la gauche peut-elle ignorer une demande de protection émanant d'un mouvement populaire, même si elle s'adresse aux gendarmes-bandits de l'impérialisme, quand le type de protection demandée n'est pas de nature à permettre la prise de contrôle de leur pays ? Certainement pas, selon ma conception de la gauche» (...)

«Quelle était, dans le cas de la Libve. l'alternative à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne ? Aucune réponse n'est convaincante.» (...) «La fourniture d'armes ne pouvait pas être organisée et mise en œuvre en 24 heures». (...) «Cela signifie-t-il que nous devions hier, et que nous devons aujourd'hui, soutenir la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de I'ONU ? Pas du tout. Cette résolution est aussi mauvaise que dangereuse, précisément parce qu'elle ne fournit pas suffisamment de garanties contre la transgression du mandat de protection des populations civiles en Libye». (...)

«La gauche ne devrait certainement pas énoncer des «principes» absolus tels que «Nous sommes contre l'intervention militaire des puissances occidentales quelles que soient les circonstances». Cela n'est pas une position politique, mais un tabou religieux. On peut parier sans risque que l'intervention impérialiste actuelle en Libye s'avèrera très embarrassante pour les puissances impérialistes à l'avenir.» (...)

Dans un autre article, G. Achcar enfonce le clou :

(...) «De nombreuses personnes à gauche ont déformé ce que j'avais écrit certains de bonne foi, entre camarades; mais d'autres de la façon typique de ceux qui, si jamais ils venaient à occuper le pouvoir, enverraient au goulag tous ceux qui sont en désaccord avec eux. Au même moment, je dénonçais l'hypocrisie de ces grandes puissances». (...)

«En engageant le débat avec ceux qui avaient critiqué ou attaqué ma position. j'écrivais que nous devrions définitivement exiger que les bombardements cessent après que les moyens aériens de Kadhafi aient été neutralisés.

Maintenant que la zone d'exclusion aérienne a été appliquée avec la main lourde habituelle de l'OTAN et que la capacité des forces de Kadhafi de menacer les concentrations de civils d'un massacre à grande échelle a été sévèrement affaiblie, nous devrions concentrer notre campagne sur deux revendications inséparables à adresser à la coalition menée par I'OTAN:

Arrêt des bombardements! Livrez des armes aux insurgés!

Associer les deux revendications est notre façon de démontrer concrètement que nous nous préoccupons du soulèvement du peuple libyen contre son tyran bien mieux que ceux qui leur refusent des armes tout en voulant imposer leur tutelle à leur mouvement.»

Dettes publiques : passons à l'offensive !

Le caractère aberrant et destructeur du capitalisme se manifeste aujourd'hui par un emballement quasi généralisé des dettes publiques. Nous avons abordé plusieurs fois le sujet dans nos précédents numéros (qui seront fournis gratuitement à tout nouvel abonné). Nous l'évoquons à nouveau. Nous l'aborderons encore dans nos prochaines livraisons, notamment cet été où nous continuerons de paraître sans interruption. (...)

L'épisode grec, qui suscite résistance et luttes va-t-il permettre de rendre plus visible les causes et les responsables des dégâts occasionnés? Ce n'est pas sûr, car le tabou qui entoure la notion de dette -une dette ça se rembourse jusqu'au dernier sous quand on est honnête, mon bon monsieur-, est extrêmement puissant et paralysant. La difficulté de convaincre ne sera pas moins forte que sur le problème des retraites où on n'a guère réussi à contrer les balivernes libérales. (...)

Les luttes, vont-elles s'engager ? Vont-elles pouvoir dépasser le stade de l'indignation et de l'incantation? Vont-elles pouvoir s'ancrer dans la réalité et s'inscrire dans la durée en se fixant des objectifs concrets et accessibles? Une chose est sûre en tout cas : sans luttes ni résistance cette mécanique infernale générée par le Capital nous mène au désastre : «On est en train de nous tondre avant de nous mener à l'abattoir», pour reprendre une formule imaginée par les Solidaires, seule organisation syndicale, avec la CNT, qui prennent pour l'instant ouvertement en compte dans leurs analyses l'importance des dettes publiques. Dans les autres organisations, et à la base, le problème de fond est pour l'essentiel méconnu ou occulté. (...)

Bien des obstacles rendront la mobilisation délicate. Ainsi les élections présidentielles et législatives qui domineront, pendant plusieurs mois, ce que certains osent appeler «notre vie politique» : il sera en effet plus confortable de s'en remettre à un candidat que de s'engager dans des actions contre les dettes publiques. (...) Comment échapper à un attentisme électoral et institutionnel mortifère? En créant des collectifs polyvalents, peut-être. Où il faudra à la fois se battre contre la dette et en faveur du vote nul. Où il vaudrait mieux aussi être capable de fabriquer et diffuser un organe d'information, voire de monter une caisse de grève en prévision de l'affrontement majeur en l'absence duquel rien ne sera possible... Bon, arrêtons là une énumération qui pourrait être décourageante. (...)

Nous nous contentons de publier ici (pages 12 à 16) quelques analyses, données et propositions qui proviennent presque toutes, directement ou indirectement, du CADTM qui a déjà effectué, en plus de vingt ans, un travail remarquable sur les dettes publiques. (...) Voir le site du CADTM (www.cadtm.org), d'une lecture passionnante.

Nous reprenons ci-contre de courts extraits d'un texte d'Eric Toussaint, (président du CADTM Belgique). (...)

Huit propositions urgentes pour une autre Europe (par Eric Toussaint)

La crise secoue l'Union européenne jusque dans ses fondations. Pour plusieurs pays, le nœud coulant de la dette publique s'est refermé sur eux et ils sont pris à la gorge par les marchés financiers. Avec la complicité active des gouvernements en place, de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI, les institutions financières à l'origine de la crise s'enrichissent et spéculent sur les dettes des États. Le patronat profite de la situation pour lancer une offensive brutale contre une série de droits économiques et sociaux de la majorité de la population. (...)

Il faut construire un front anticrise, tant à l'échelle européenne que localement (...) Pour y parvenir, le CADTM recommande la réalisation d'un audit de la dette publique effectué sous contrôle citoyen. (...) Les 8 propositions développées :

Réaliser un audit de la dette publique afin d'annuler la partie illégitime. (Une partie importante de la dette publique des États de l'Union européenne est illégitime car elle résulte d'une politique délibérée de gouvernements qui ont décidé de privilégier systématiquement une classe sociale, la classe capitaliste...)

Stopper les plans d'austérité, ils sont injustes et approfondissent la crise. (En accord avec les exigences du FMI, les gouvernements des pays européens ont fait le choix d'imposer à leurs peuples des politiques de stricte austérité...), avec des coupes claires dans les dépenses publiques (...)

Instaurer une véritable justice fiscale européenne et une juste redistribution des richesses. (...)

Remettre au pas les marchés financiers (...)

Transférer sous contrôle citoyen les banques au secteur public. (...)

Socialiser les nombreuses entreprises et services privatisés depuis 1980. (...)



Réduire radicalement le temps de travail (...)

Refonder démocratiquement une autre Union européenne basée sur la solidarité. (...)

Le CADTM vient de publier un ouvrage : La dette ou la vie

Il reste deux catégories principales : la poignée de ceux qui profitent de ce capitalisme inique, et la grande majorité qui le subit. Cet ouvrage veut expliquer et apporter des alternatives radicales pour s'attaquer à cette logique dont nous ne voulons pas.

«La dette ou la vie», sous la direction de Damien Millet et Eric Toussaint du CADTM. 384 pages - 20 euros - Chèque à l'ordre du CADTM (CADTM, 17 rue de la Bate, 45150 JARGEAU, France france@cadtm.org)

Dettes publiques : comprendre pour agir

Sur le problème des dettes publiques, si nous restons les bras ballants, en attendant que ça se passe, ça se passera mal. Les possédants, eux, n'attendent pas : ils sont à l'offensive, sans états d'âme, partout dans le monde.

A nous, en bas, de construire la riposte. En commençant par s'informer pour ensuite informer autour de soi.

Depuis quelques mois, nous essayons de fournir à nos lectrices et lecteurs des éléments pour comprendre et pour agir.

Nous continuons ici dans cette voie et nous continuerons dans les prochains numéros, dans l'espoir de contribuer ainsi, avec beaucoup d'autres, à

l'émergence d'un réseau de réflexion et d'action qui prendrait de l'importance.

Mais cela ne peut pas se faire sans vous, lectrices et lecteurs...

Paru dans le nº 226 - Août 2011

Le mystère de la chambre forte

Comment l'inspecteur de police HomoAttacus (dans son pays, on prononce attacous) de la brigade financière va découvrir, à l'occasion d'une enquête diligentée par Mr Tricker gouverneur de la Central Bank, la création de la monnaie, les mécanismes du crédit, les jeux de la spéculation, la dette, les raisons du séisme financier de 2007 provoqué par le typhon Poséidon ...

Une nouvelle policière qui enchantera utilement nos vacances ... ou nos non-vacances d'été et dans laquelle le suspens le dispute à l'enseignement. Nous y sommes tenu/e/s en haleine de la page 1 à la page 13. A lire partout, sur la plage ou sur les bancs du parc public voisin.

Sur le site de Jean marie HARRIBEY http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/chambre-forte.pdf

Tiré de l'ouvrage d'ATTAC "Le piège de la dette publique, Comment s'en sortir" Les Liens qui libèrent, 2011.

La crise globale du capitalisme

«A l'heure de la crise du capitalisme qui prend la forme de la crise des dettes dites souveraines, de la réaction indignée des peuples qui la subissent et de l'imposition despotique des politiques d'austérité, il a semblé nécessaire de republier des textes parus dans ACCpES de novembre 2008 à septembre 2010 : non seulement parce qu'ils n'ont pris aucune ride par rapport à l'actualité présente, mais surtout parce que les éléments d'explication et de description des effets dévastateurs de la «destruction créatrice» du capital sur les classes populaires sont plus que pertinents. Ceux qui les liront ou les reliront se convaincront que la préten-

due refondation du capitalisme sans l'amère potion d'une paupérisation accrue des dominés est un leurre, tout comme les alternances électorales sans alternative. La seule voie positive, c'est celle de la lutte consistant pour le moins à faire rendre gorge à la «bancocratie» et aux spéculateurs. L'enjeu n'est pas mince. Les mobilisations récentes que ce soit en Grèce, en Espagne et au Portugal démontrent, s'il en est besoin, que l'inversion du rapport de force au profit des salariés, des précaires et des chômeurs, implique un haut degré d'organisation et de détermination et une stratégie de mise en cause des institutions et du pouvoir dit représentatif que n'ont pas encore atteint les acteurs des mouvements sociaux. Toutefois, le réveil des classes populaires, leur volonté offensive, notamment en Grèce, ouvrent la voie qu'il était vain d'espérer il y a encore quelques mois »

C'est le préambule de la prochaine édition du n° 10 des *Cahiers de l'éducation populaire* édité par les *Amis de l'Emancipation Sociale* sur le thème *«La crise globale du capitalisme, des Etats-Unis à la Grèce. Entre colère et résignation ?»* 5 € - à commander à Odile Mangeot 43 J rue Jean Jaurès 70200 Lure ou à <u>Odile-Mangeot@wanadoo.fr</u>

Le n° 11, en préparation, sera plus précisément consacré à la dette publique. Nous vous en reparlerons.

Pour s'informer et informer :

Un tract argumentaire

Dans les colonnes d'ACC nous avons fait paraître ces dernières années de nombreux textes sur la dette publique. En cherchant bien, vous pourrez les retrouver sur notre site (www.acontrecourant.org) où figurent en archive plusieurs dizaines de numéros de notre revue.

Le tract que vous trouverez ci-après (4 raisons pour abolir la dette publique) est une synthèse de ce que nous avons déjà dit sur le sujet. Nous espérons que vous le diffuserez largement, totalement ou partiellement, avec la mention de son origine ou sans cette mention, peu importe. Nous le mettrons en ligne sur notre site pour que vous pussiez aussi lui assurer une diffusion internet aussi large que possible. Nous mettrons également en

ligne une version rédigée par un autre groupe militant. A vous de choisir.

Rencontre à Thann (Haut-Rhin), le dimanche 18 septembre 2011 ·

Comprendre et agir sur le problème de la dette publique

Cette rencontre est proposée par les équipes d'ACC et des AES; elle est ouverte à tous ; elle se déroulera le dimanche 18 septembre 2011 à partir de 9h 30 dans une salle du cercle St Thiébaut, 22 rue Kléber à Thann. Il suffit de se sentir concerné par le problème de la dette, d'avoir envie d'y réfléchir et de réagir, pour s'y inscrire.

Internet ou la lecture d'ACC, c'est bien. Questionner, débattre et faire des propositions en présence d'interlocuteurs autour d'une table, c'est mieux. Et c'est plus efficace si on souhaite s'organiser pour agir avec d'autres. On s'appuiera bien sûr sur le travail très riche déjà réalisé sur ce sujet par le CADTM qui a organisé début juillet une université d'été à laquelle ont participé des militants des AES qui seront présents à Thann.

Pour s'inscrire vous pouvez téléphoner au : 03 89 82 14 75 (Daniel Walter) ou écrire à : A Contre Courant BP 12123 68060 MULHOUSE Cedex 2. Publié dans le n° 226 (Août 2001)

4 raisons pour abolir les dettes publiques au Nord comme au Sud!

Raison

La dette publique est la conséquence d'une fiscalité injuste. Abolir la dette publique, ce n'est jamais que faire payer en bloc aux «gros» contribuables leur arriéré d'impôts.

En effet, pourquoi les Etats sont-ils de plus en plus endettés ?

- Non pas parce qu'ils dépensent trop : en France, par exemple, la part des dépenses publiques par rapport au PIB est restée à peu près fixe depuis 1980 - celle des recettes a baissé -,
- Mais parce qu'ils ne prélèvent pas assez d'impôts, en taxant à la hauteur de leurs capacités contributives les entreprises et les ménages titulaires de hauts revenus et d'un gros patrimoine : les baisses des seuls impôts consenties depuis 2000 sont responsables de 400 milliards d'euros de dette publique, soit près du quart de cette dette, équivalent à 20% du PIB (Produit Intérieur Brut)!

Raison 2

La dette publique et la prétendue nécessité de la rembourser sont directement responsables de l'aggravation des inégalités de revenus et de fortunes.

En effet, la dette publique est un mécanisme qui permet tout à la fois :

- d'enrichir doublement les plus riches.
 D'une part, en tant que contribuables, elle leur évite d'avoir à payer les impôts et les cotisations sociales qu'ils sont en capacité et en devoir de payer. D'autre part, en tant que créanciers de l'Etat et des organismes de protection sociale, ils touchent des intérêts sur l'argent qu'ils ont prêté et qu'on aurait dû leur prélever.
- d'appauvrir doublement les plus pauvres. D'une part, comme contribuables, parce qu'ils voient leur impôts et cotisations sociales augmenter pour rembourser la dette publique. D'autre part, comme usagers des équipements collectifs et des services publics et comme ayants-droits des prestations sociales, parce qu'ils sont victimes de la diminution des dépenses publiques destinée à limiter les déficits publics.

La dette publique est une redistribution à l'envers.

Raison 3

La dette publique aggrave l'instabilité économique que la domination du capital financier fait régner aujourd'hui sur le monde entier.

- Les titres des dettes publiques sont détenus par les organes du capital financier (grandes banques, compagnies d'assurance, fonds de placement, fonds de pension, etc.) qui centralisent l'épargne des entreprises et des ménages riches pour la prêter aux Etats. Ces titres constituent aujourd'hui près de la moitié de l'ensemble des actifs (possessions) du capital financier au niveau mondial.
- Ces titres des dettes publiques sont particulièrement sûrs.
 Car un Etat est plus rarement en situation de défaut de paiement qu'un particulier (entreprise ou ménage) et ne fait jamais faillite.

La possession massive de tels titres incite donc le capital financier à se lancer dans toutes sortes d'opérations spéculatives à haut risque dont l'échec éventuel est payé... par les contribuables sous forme de plans de sauvetage. Cela a été le cas lors de la crise dite des *subprimes* il y a trois ans, contribuant ainsi à alourdir les dettes publiques!

Raison 4

La dette publique, aliénation de la souveraineté des Etats et surtout de la souveraineté des peuples.

- Les dettes publiques constituent un moyen de pression et de chantage sur les gouvernements de la part du capital financier qui leur dicte leurs politiques d'austérité budgétaire et de régression sociale. Ces gouvernements perdent ainsi toute autonomie et ne sont plus que des marionnettes entre les mains de leurs créanciers.
- Ce qui se trouve ainsi bafoué, ce n'est pas seulement la souveraineté des Etats. C'est encore et surtout la souveraineté des peuples dont la volonté, telle qu'elle s'exprime dans les Constitutions et par les élections, est ouvertement ignorée avec le plus grand mépris.

La dette publique institue une véritable dictature qui transforme nos gouvernants en pantins et ruine la souveraineté populaire. Elle crée ainsi une situation contre laquelle l'insurrection devient non seulement un droit mais un devoir :

«Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.»

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793, article 35

Rencontres et lectures à contre courant

Extraits des pages

«Rencontres et lectures»

des numéros

221, 223 et 225.

Démanteler le capital ou être broyés

Tom Thomas propose dans cet ouvrage une analyse de la crise qui, au-delà de ses racines immédiates souvent exposées, porte sur ce qu'elle révèle de l'avenir du capitalisme, à ce stade spécifique de son histoire. Il argumente que le capital est entré dans une époque de son développement où il lui devient très difficile de retrouver une "croissance" pourvoyeuse de profits accrus, d'emplois et de salaires. Il en résulte qu'il ne peut subsister qu'au moyen de destructions et d'une barbarie amplifiée.

«Démanteler le capital ou être broyés. Des alternatives que révèle la crise» de Tom Thomas est paru aux Editions Page deux (Editions Page deux Case postale 34 1000 LAUSANNE 20 (Suisse) Tél. +41 21 625 70 62 Fax +41 21 625 70 64; editions@page2.ch). 128 pages. 9,50 euros.

Résister et enseigner de façon éthique et responsable

Les contre-réformes appliquées à l'école publique depuis

2008 déconstruisent méthodiquement ses fondements, ses valeurs et ses missions. Face à cet immense défi, un mouvement de résistance d'une ampleur inégalée dans l'Education Nationale s'est développé chez les enseignants du primaire qui n'ont pas voulu devenir les complices de cette politique destructrice du service public d'éducation. Cette résistance, ciblée sur le terrain pédagogique, est exposée ici avec rigueur et clarté par Alain Refalo,

auteur de la lettre *«En conscience, je refuse d'obéir du 6 novembre 2008».* Une résistance collective qui refuse l'idée d'une école élitiste. Une résistance éthique et responsable qui porte l'exigence d'une école du progrès pour tous au service d'une société plus juste, plus solidaire et plus humaine.

«Résister et enseigner de façon éthique et responsable» est paru aux Editions Golias. 10 euros. 95 pages. Refalo est professeur des écoles à Colomiers, dans la banlieue de Toulouse. Il est l'initiateur du mouvement de désobéissance pédagogique chez les enseignants du primaire.

La réaction thermidorienne

Un livre sur une période dont on ne parle jamais, mais qui a imprimé si durablement sa marque sur notre histoire que l'on peut dire que nous sommes, depuis plus de deux siècles, gouvernés par des Thermidoriens.

L'incandescence révolutionnaire s'éteint, la réaction triomphe partout. La grande trajectoire de l'insurrection parisienne se termine par les tragiques émeutes de la faim de prairial et de germinal. La lutte est féroce entre les Thermidoriens « de gauche » — les anciens terroristes —, les Girondins de retour et les royalistes qui relèvent la tête. De cette période violente et sombre, l'auteur dresse un tableau qui, souvent, résonne avec notre actualité, tant il est vrai que les gouvernements de fripons se ressemblent, ou plutôt se répètent.

«La réaction thermidorienne», d'Albert Mathiez est paru aux Editions La Fabrique. 410 pages. 25 euros I ISBN 978-2-3587-2012-0

Rébellions

Ce livre est presque intégralement dédié à ces gens dont les noms sont inconnus et qui pourtant ont joué un rôle essentiel dans l'histoire humaine en s'engageant à leur façon sur la scène locale ou dans des projets politiques ou culturels. Ils contribuèrent à façonner un autre monde, sans avoir suivi un "grand" homme. Eric Hobsbawm démontre dans ces articles qu'il n'existe qu'un seul héros : le peuple et les gens qui le composent. Ces gens communs "hors du commun "sont les grands oubliés de l'histoire officielle. Hobsbawm travaille avec le talent qu'on lui connaît à réparer cette injustice. L'originalité du livre tient également à l'éventail des thèmes abordés : jazzmen, paysans, briseurs de machines, étudiants, guérilleros, cordonniers et autres artisans sont ici convoqués avec finesse et brio, pour notre plus grand plaisir.

«Rébellions – La résistance des gens ordinaires – jazzmen, paysans et prolétaires» de E.J. Hobsbawm est paru chez Aden. 531 pages. 30 euros.

La pensée PowerPoint

De l'aveu d'un général des Marines, "PowerPoint nous rend stupides". Apparu en 1987, ce logiciel destiné à fabriquer des présentations visuelles pour soutenir des exposés oraux est devenu en quelques années un outil indispensable de communication dans le monde de l'entreprise. Aucun domaine d'activité n'est épargné aujourd'hui par le défilement

des slides animé et la succession des "buffet points": du conseil d'administration aux assemblées municipales, de la publicité aux nouvelles technologies, des ministères à l'école ou à l'hôpital. Franck Frommer présente la première enquête sur ce logiciel devenu incontournable. L'auteur a analysé en profondeur la "pensée" PowerPoint, avec ses listes à puces, ses formules creuses et sa culture du

visuel à tout prix. Où il apparaît que PowerPoint se révèle une puissante machine de falsification et de manipulation du discours, transformant souvent la prise de parole en spectacle où raison et rigueur n'ont plus guère de place. Plus grave, ce logiciel a fini par imposer de véritables modèles de pensée issus du monde de l'informatique, de la gestion et de la communication, distillant une novlangue indigente.

«La pensée PowerPoint» de Franck Frommer est paru aux Editions de la Découverte. 260 pages. 17 euros.

Que fait l'armée française en Afrique ?

Et de quel droit s'y trouve-t-elle encore aujourd'hui? Si l'on en croit les discours officiels, elle n'y aurait plus depuis long-temps que des missions humanitaires et de maintien de la paix. La page du néocolonialisme et de la Françafrique aurait été tournée en même temps que finissait la guerre froide.

Ce "Dossier noir" examine, à travers de nombreux exemples concrets, la réalité de cette présence depuis deux décennies. Après un retour sur le dispositif néocolonial mis en place au lendemain des indépendances, il analyse - notamment à travers les conflits en Côte d'Ivoire ou au Tchad - les interventions militaires censées illustrer la "nouvelle" politique africaine de la France.

Entre héritage colonial et stratégies pour s'adapter à l'évolution des rapports de force internationaux, cette politique n'a jamais cessé d'être criminelle.

Militant de l'association Survie, l'auteur est également l'un des rédacteurs de Billets d'Afrique, bulletin mensuel d'information alternative sur les avatars de la politique africaine de la France.

«Que fait l'armée française en Afrique ?» de Raphaël Granvaud est paru aux Editions Agone

(BP 70072 13192 Marseille cedex 20, http://agone.org) 480 pages. 18 euros.



Merci de faire connaître «A Contre Courant» autour de vous!

«A Contre Courant» n'est pas disponible en kiosque. Cette revue n'existe que par la volonté de ceux qui s'abonnent ou qui acceptent de la diffuser autour d'eux.

S'informer et diffuser de l'information autour de soi est une démarche essentielle à un moment où «ceux d'en haut», empêtrés dans leurs contradictions, nous conduisent au désastre.

C'est en effet à nous, «ceux d'en bas», de nous défendre, en cherchant d'abord à comprendre. Puis, en fournissant à d'autres, autour de nous, ces analyses, ces informations et ces suggestions d'actions que seule une presse à contre courant peut proposer.

Abonnez-vous! Que ce soit à «A Contre Courant» ou à toute autre revue alternative. C'est vital, par les temps qui courent!

Pour des tas de raisons, les revues-papier restent irremplaçables. Bien sûr, internet peut être pratique dans certaines circonstances, pour s'informer comme pour informer : nous avons un site (voire références cicontre), où vous trouverez notamment plusieurs dizaines d'anciens numéros en accès gratuit. De quoi, là encore, (re)découvrir ACC et le faire connaître autour de vous.

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN DE (RE)ABONNEMENT

Abonnement 10 numéros (1 an)	
□ SIMPLE	10 Euros
de SOUTIEN	Euros
☐ Faibles ressources (selon possibilités)	•
(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")	
NOM	
Prénom	
Adresse	

CPPAP n° 0213 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC



A CONTRE COURANT

(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

Déposé le 08/08/2011

Sommaire

Page 0 et 0bis Encart abonnement
Page 1 Edito du numéro 226 : L'alternative
Page 2 Opération Sarkonimo : goupillée
Page 3 Tchernobyl, Fukushima au suivant
Page 4 DSK - Arme de Réussite Socialo - pulvérisée
Page 5 et 6 Les dindons de la farce, c'est nous
Page 7 Front national : le retour ?
Page 8 Lutte des travailleurs : l'Inde choisit son camp
Page 9 Un débat difficile
Page 10 Dettes publiques : passons à l'offensive
Page 11 Dettes publiques : comprendre pour agir
Page 12 4 raisons pour abolir la dette
Page 13 Rencontres et Lectures
Dage 14 Faire connective A Contro Courent

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : http://www.acontrecourant.org Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE